

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CCI Amiens - STEP ZI nord

6 boulevard de Belfort
80000 Amiens

Références : 2026-E20032
Code AIOT : 0100000768

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement CCI Amiens - STEP ZI nord implanté rue fossé Warin ZI Nord 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen des conditions d'autorisation des activités du site au titre de la rubrique IED 3710. Le dossier de réexamen a été déposé par l'exploitant en août 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCI Amiens - STEP ZI nord
- rue fossé Warin ZI Nord 80000 Amiens
- Code AIOT : 0100000768

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CCI Amiens exploite sur la commune d'Amiens un système de traitement des eaux usées (STEU) situé sur la commune d'Amiens. Ce système est soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) depuis le 27 avril 2023. Cette station de traitement est une STEU de 20 000 Equivalents-habitants (EH), dont environ 75% de charge en DCO en provenance d'installations classées. Cette activité est classée sous la rubrique 2752 au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	MTD Générique – Inventaire	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	MTD Générique – Gestion des effluents CWW4	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 3.3 - I. et V.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	MTD Générique – Gestion des effluents CWW12	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 1.3	Sans objet
3	MTD Générique – Gestion des effluents CWW7	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.5.1	Sans objet
4	MTD Générique –	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Gestion des effluents CWW8		
5	MTD Générique – Gestion des effluents CWW9	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.4	Sans objet
6	MTD Générique – Gestion des effluents CWW10	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.5	Sans objet
7	MTD Générique – Gestion des effluents CWW3	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 3.1	Sans objet
9	MTD Générique – Gestion des effluents CWW6	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 3.4	Sans objet
11	Campagne PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 25 novembre a été conduite dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen des activités IED 3710 exercées sur le site CCI Amiens implanté à Amiens.

L'exploitant doit se mettre en conformité avec les référentiels applicables au site en matière de surveillance environnementale. Dans ce cadre il est attendu de la part de l'exploitant de formaliser un inventaire des flux d'effluents auto-portant et actualisé, justifiant la pertinence des paramètres surveillés ainsi que leur fréquence de surveillance compte tenu des trois arrêtés ministériels suivants applicables au site :

- l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 (BREF CWW principal) ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation

et de la directive IED (BREF WT secondaire) .

Trois non-conformités sur les dispositions contrôlées suivantes nécessitent une action corrective et des justificatifs complémentaires pour lesquels il est attendu de l'exploitant la justification de la mise en conformité sous 4 mois :

- PC2 : MTD générique - inventaire des flux d'effluents - Référentiel : Arrêté ministériel du 04/11/2024 précité (2.2 de l'annexe I) ;
- PC8 : MTD générique - gestion des effluents (fréquence de surveillance) - Référentiel : Arrêté ministériel du 04/11/2024 précité (3.3 de l'annexe I) ;
- PC10 : MTD générique - gestion des effluents (paramètres surveillés) - Référentiel : Arrêté ministériel du 04/11/2024 précité (6.3 de l'annexe I) ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Classement IED
Prescription contrôlée : Tableau de classement
Constats : Le dossier de réexamen précise que la station de traitement exploitée à Amiens collecte les eaux usées de 271 industriels de la zone industrielle d'Amiens Nord ainsi que les eaux de vidange de camions citernes récupérant les eaux usées de particuliers. Parmi les industriels contributeurs, le dossier cite les industriels suivants PROCTER et GAMBLE, relevant de la rubrique 3410 au titre de la nomenclature ICPE, et IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE, relevant de la rubrique 3532 au titre de la nomenclature ICPE. A noter que l'annexe 5 du rapport annuel des activités de la station au titre de 2024 rend compte de 179 établissements en convention avec la station, dont 44 ICPE. Selon cette annexe, les plus gros contributeurs en volume journalier à traiter sont les ICPE (91%). Sur les 44 ICPE, les principaux contributeurs sont les établissements suivants dans l'ordre décroissant des volumes journaliers traités en 2024 en moyenne : PROCTER et GAMBLE (700 m ³ /j) ; DALKIA France (500 m ³ /j) ; Laboratoire UNITHER (320 m ³ /j) et IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE (90 m ³ /j). A la lumière des éléments apportés dans le dossier de réexamen (DR), le site est concerné par : <ul style="list-style-type: none">- le BREF CWW dans la mesure où le site assure le traitement combiné d'effluents aqueux provenant de différentes sources, dont une installation relevant de la rubrique 3410 de la nomenclature des ICPE (PROCTER et GAMBLE).- le BREF WT dans la mesure où le site assure le traitement d'un mélange d'eaux résiduaires dont une charge polluante est apportée par une installation classée au titre de la rubrique 3532 (IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE). Le dossier de réexamen considère le BREF CWW comme BREF principal et le BREF WT comme BREF secondaire.

Néanmoins le dossier de réexamen n'explique pas dans quelle mesure l'ICPE PROCTER ET GAMBLE apporte la charge polluante principale.

Les éléments présentés par l'exploitant en séance le 25/11/25 (résultat des contrôles inopinés du 30/10/2025 et conventions) permettent de justifier que la principale charge polluante résulte de l'activité de l'établissement PROCTER et GAMBLE, pour ce qui concerne les paramètres polluants DBO5, Phosphore, MES et DCO. Ils sont repris ci-après :

Résultat des contrôles inopinés du 30/10/2025 des rejets de l'établissement PROCTER et GAMBLE en considérant le débit maximal fixé par la convention passée avec cet établissement à 1000 m3/j :

- DBO5 = 500 mg/L, soit 500 kg/j
- P = 19 mg/L, soit 19 kg/j
- MES = 192 mg/L, soit 192 kg/j
- DCO = 1270 mg/L, soit 1270 kg/j

Résultat des contrôles inopinés du 30/10/2025 des rejets de l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE en considérant le débit maximal fixé par la convention passée avec cet établissement à 250 m3/j :

- DBO5 = 160 mg/L, soit 40 kg/j
- P = 4,8 mg/L, soit 1,2 kg/j
- MES = 416 mg/L, soit 104 kg/j
- DCO = 766 mg/L, soit 191,5 kg/j

Sur demande de l'inspection les conventions passées avec PROCTER ET GAMBLE AMIENS, IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE, DALKIA et LABORATOIRE UNITHER ainsi que les résultats des contrôles inopinés réalisés dans ces établissements, par prélèvement du 30/10/2025, ont été transmis par mail du 04/12/2025. Les documents consultés confirment que la principale charge polluante résulte de l'activité de l'établissement PROCTER et GAMBLE.

A titre indicatif les résultats des contrôles inopinés du 30/10/2025 des rejets de l'établissement DALKIA en considérant le débit maximal fixé par la convention passée avec cet établissement à 450 m3/j, sont repris ci-après :

DBO5 = inférieur au seuil de détection

P = 1.3 mg/L, soit 0,5 kg/j

MES = 23 mg/L, soit 10,35 kg/j

DCO = 9 mg/L, soit 4,05 kg/j

A titre indicatif les résultats des contrôles inopinés du 30/10/2025 des rejets du laboratoire UNITHER en considérant le débit maximal fixé par la convention passée avec cet établissement à 550 m3/j, sont repris ci-après :

DBO5 = 20 mg/L, soit 11 kg/j

P = 1.8 mg/L, soit 0,9 kg/j

MES = 32 mg/L, soit 17,6 kg/j

DCO = 80 mg/L, soit 44 kg/j

Conclusion : Les justificatifs présentés par l'exploitant le 25/11/2025 confirment la position de

l'exploitant présentée dans son dossier de réexamen, à savoir que le BREF principal applicable au site est le BREF CWW : le site assure le traitement combiné d'effluents aqueux provenant de différentes sources, et la principale charge polluante résulte d'une installation relevant de la rubrique 3410 de la nomenclature des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :

i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris :

a. Les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits ;

b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ;

c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux et gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment :

a. Le ou les points d'émission ;

b. Les valeurs moyennes de débit et de température et la variabilité de ces paramètres ;

c. Les valeurs moyennes de concentration et de débit massique des substances et paramètres pertinents (notamment COVT, CO, NOX, SOX, Cl₂, HCl) et la variabilité de ces paramètres ;

d. La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le ou les systèmes de traitement des gaz résiduels ou sur la sécurité de l'unité (notamment oxygène, azote, vapeur d'eau, poussières) ;

e. Les techniques utilisées pour éviter ou réduire les émissions atmosphériques canalisées ;

f. L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;

g. Les méthodes de surveillance (voir le 3) ;

h. La présence de substances CMR de catégorie 1A, CMR de catégorie 1B ou CMR de catégorie 2.

La présence de ces substances est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Pour les COVT, on considère que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduels est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) ;

(...)

iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :

a. Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;

b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;

c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO₅, rapport DBO₅/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

(...)

III. Le niveau de détail et le degré de formalisation de l'inventaire sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

L'inventaire disponible correspond aux éléments de réponse à la MTD CWW2 dans le dossier de réexamen.

Non conformité (demande de justificatif) : L'inventaire de flux d'effluent présenté dans le dossier de réexamen (DR) ne permet pas de se positionner sur la conformité de la surveillance environnementale applicable au site.

Observation 1 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'inventaire des flux d'effluents aqueux doit être un document autoportant et tenu à jour, et que c'est cet inventaire qui doit permettre à l'exploitant de justifier la pertinence de la surveillance des paramètres prescrits par l'AMPG du 04/11/2024, mais aussi par l'AMPG du 17/12/2019 (MTD WT), ainsi que par l'AM du 02/02/1998.

En ce qui concerne les paramètres du second tableau de l'article 3.6.5 de l'arrêté préfectoral du 27/04/2023 (hors paramètres article 32-4 de l'AM du 02/02/1998), ces paramètres, ainsi que les flux et la fréquence de mesure associée, sont repris de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Ces paramètres sont applicables de plein droit à l'installation exploitée par la CCI Amiens Picardie à Amiens. Toutefois, la périodicité fixée peut être plus étendue si le site génère un flux inférieur au flux fixé à l'article 60 de l'AM du 02/02/1998, sans préjudice des autres arrêtés ministériels applicables, notamment les paramètres de surveillance, VLE et fréquence associées prescrits par les AMPG du 04/11/2024 (CWW) et du 17/12/2019 (WT). Il revient à l'exploitant sur la base des campagnes d'analyses qu'il s'est engagé à réaliser dans son dossier de réexamen, de justifier les flux maximaux susceptibles d'être rencontrés en sortie de traitement, en condition normale d'exploitation.

Observation 2 : Dans le cas de seuils de flux non atteints pour certains paramètres, il revient à l'exploitant de solliciter dans les formes prévues par l'article R181-46 la modification de ses conditions d'exploitation en vue de préciser les fréquences de surveillances applicables au site.

L'inventaire consolidé que l'exploitant devra transmettre doit notamment comporter :

Au titre du I.i. du 2.2 de l'annexe 1 de l'AMPG MTD CWW :

i. Des informations sur les caractéristiques des effluents réceptionnés (le ou les procédés de production chimique à l'origine des effluents traités), notamment :

a. Les activités des sites industriels avec qui le site a établi une convention de traitement en **précisant les paramètres polluants à traiter**, pour ce qui concerne le contributeur IED 3410 en convention avec la CCI Amiens, les équations des réactions chimiques, montrant également les coproduits (information qui peut être obtenue dans l'inventaire des flux d'effluents du site IED 3410);

b.01 La présentation des activités du site (partie 2.3 page 12 à 14 du dossier de réexamen) ainsi qu'un plan de l'installation ;

b.02. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé montrant les points de rejets, tels que les schémas disponibles dans l'outil de suivi en temps réel présenté le 25 novembre (tableau de bord) ;

c. Une description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux à la source [description des étapes du processus de traitement], avec indication de leurs performances [rendement épuratoire par paramètre].

Au titre du I.iv. du 2.2 de l'annexe 1 de l'AMPG MTD CWW :

iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux (en entrée et en sortie), notamment :

a. Valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;

b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents et

variabilité de ces valeurs (DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques, de manière générale l'ensemble des paramètres prescrits par les AMPG du 02/02/98, 17/12/2019 et 04/11/2024, notamment les paramètres sur lesquels l'exploitant s'est engagé à réaliser une campagne d'analyses dans son dossier en vue notamment de déterminer leur pertinence lorsque cela est prévu par les arrêtés précités, et le cas échéant, leur fréquence de surveillance) ;

c. Données relatives à la biodégradabilité (notamment DBO₅, rapport DBO₅/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique comme la nitrification par exemple).

Sur la base de ces éléments, l'inventaire comprendra pour conclure le positionnement de l'exploitant sur les paramètres à surveiller, leur valeur limite d'émission (VLE) et fréquence associée au regard des VLE et fréquences prescrites par les AMPG des 02/02/98, 17/12/2019 et 04/11/2024.

Observation 3 : L'inspection recommande à l'exploitant de recenser l'ensemble des paramètres applicables sous la forme d'un tableau explicitant le référentiel réglementaire associé (AMPG du 04/11/2024, AMPG du 17/12/2019 et AM du 02/02/98) ainsi que les différentes VLE, et fréquences associées, le résultat de la campagne de mesures, et le positionnement de l'exploitant sur la surveillance applicable (la fréquence et la VLE retenue).

Par mail du 11 décembre 2025 l'exploitant a transmis un tableau intitulé « Inventaire des effluents CCIAP ». Ce tableau est composé :

- d'une colonne listant les différents paramètres à analyser. **Observation 4 : Les paramètres listés ne comportent pas les paramètres suivants : ethylbenzène (prescrit au point 6.3.9.1 de l'AMPG du 04/11/2024, à l'annexe 3.5 de l'AMPG du 17/12/2019 ainsi qu' à l'article 33-14. de l'AM du 02/02/98), l'acide chloroacétique et le 4-chloro-3-méthylphénol (prescrits au point 6.3.9.1 de l'AMPG du 04/11/2024, ainsi qu'à l'article 33-14 de l'AM du 02/02/98). Demande de justifications : L'exploitant justifiera leur absence et complètera la liste le cas échéant.**

- une colonne "VLC" reprenant les seuils réglementaires applicables,

- une colonne explicitant le référentiel réglementaire applicable. **Observation 5 : Lorsqu'un paramètre est concerné par plusieurs arrêtés ministériels applicables, il convient de citer chaque référentiel et seuil réglementaire associé. L'inspection rappelle qu'en application de l'article 4 de l'AMPG du 04/11/2024, les VLE les plus contraignantes prévalent sur les paramètres objet de VLE différentes dans les différents arrêtés applicables.**

- trois colonnes prévues pour l'indication des résultats de deux campagnes planifiées au 1er trimestre 2026, ainsi que les résultats de la moyenne des résultats des deux campagnes,

- une colonne pour les seuils de flux renvoyant vers l'AM du 02/02/98. **Observation 6 : les seuils de flux indiqués dans le tableau transmis le 11/12/2025 ne correspondent pas aux seuils de flux fixés à l'article 60 de l'AM du 02/02/98. Il convient également de considérer les seuils de flux prescrits par l'AMPG du 04/11/2024. L'inspection rappelle qu'en application de l'article 4 de l'AMPG du 04/11/2024, les seuils les plus contraignants prévalent sur les paramètres objet de seuils différents dans les différents arrêtés applicables.**

- deux colonnes pour la périodicité de surveillance et des commentaires.

Concernant les 2 campagnes de mesures, l'exploitant précise dans sa transmission du 11/12/25 qu'il réalisera une campagne en janvier et une en février sur l'ensemble des paramètres énumérés dans le tableau. Au vu des résultats, il déterminera les fréquences de surveillance en fonction du résultat le plus pessimiste.

L'exploitant annonce dans ce mail du 11/12/2025 une transmission du tableau complété en début du 2 ^{ème} trimestre 2026.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : L'exploitant transmettra l'inventaire des flux d'effluents consolidé avec les résultats des campagnes programmées au 1er trimestre 2026. L'inventaire consolidé devra notamment comporter le tableau "Inventaire des effluents CCIAP" transmis par mail du 11/12/2025 complété avec le résultat des campagnes de mesures, la justification des flux maximaux susceptibles d'être rencontrés en sortie de traitement, en condition normale d'exploitation pour justifier la fréquence de surveillance retenue compte tenu des fréquences prescrites par les différents arrêtés ministériels applicables (AM du 02/02/98, AMPG du 04/11/2024 et AMPG du 17/12/2019). Lorsqu'un paramètre est concerné par plusieurs référentiels réglementaires, le tableau "Inventaire des effluents CCIAP" devra expliciter chaque référentiel, VLE associée et VLE retenue dans le cadre de la surveillance du site, ainsi que le seuil de flux, la fréquence de surveillance associée et la fréquence retenue dans le cadre de la surveillance du site. L'inventaire sera également complété, le cas échéant, avec les paramètres relevés dans l'observation 4 selon les justifications apportées par l'exploitant en réponse à cette observation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW7

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau et production d'effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire la consommation d'eau et la production d'effluents aqueux, l'exploitant réduit autant que possible le volume et la charge polluante des flux d'effluents aqueux, réutilise des effluents aqueux dans le procédé de production, récupère et réutilise les matières premières et utilise autant que possible les eaux de pluie en remplacement de l'eau potable.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est positionné sur cette disposition dans son dossier de réexamen p31/199 (MTD CWW7 Décision CWW 2016) :</p> <p><i>La CCIAP reçoit les eaux usées issues des industriels. Les arrêtés préfectoraux des industriels comportent des maximums de consommations d'eau et des objectifs de réduction de celles-ci. Les effluents aqueux produits sont liés au laboratoire et aux sanitaires.</i></p> <p><i>Les matières premières utilisées sont les réactifs de laboratoire, le sulfate d'alumine (pour traiter le phosphore), l'antimousse, le floculant (produit pour solidifier les boues). Elles ne peuvent pas être réutilisées.</i></p>

<p>Le rapport annuel au titre de l'année 2024 précise qu'un poste de pompage accolé au clarificateur permet par un système de vanne de récupérer l'eau pour les usages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le lavage de la centrifugeuse ; - le lavage du tamis du bassin tampon ; - l'alimentation des bouches de lavage de la station. <p>Le poste de supervision consulté le jour de la visite rendait compte de l'alimentation du réseau d'eau industrielle par l'eau obtenue au niveau du clarificateur et la destination du réseau d'eau industrielle (centrifugeuse notamment).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW8

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'empêcher la contamination de l'eau non polluée et de réduire les émissions dans l'eau, l'exploitant sépare les flux d'effluents aqueux non contaminés des flux d'effluents nécessitant un traitement.</p> <p>La séparation des eaux de pluie non contaminées peut ne pas être applicable aux systèmes de collecte des effluents aqueux des installations autorisées après le 10 juin 2016.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son DR page 31/199 (MTD CWW8 Décision CWW 2016) :</p> <p><i>La collecte des eaux pluviales est séparée du traitement des eaux usées. Les eaux pluviales sont envoyées vers le Fossé Warin.</i></p> <p><i>Les eaux usées sont injectées dans le bassin de traitement des eaux.</i></p> <p>Dans le cadre de la gestion non maîtrisée (CWW - MTD9), l'exploitant s'est positionné dans son DR page 32/199. <i>"En sortie du traitement UV, la station dispose d'un bassin de rétention étanche, de 600 m³. Celui-ci permet en cas de disjonction électrique de stocker des eaux de la station de relèvement pendant 1h à 1h30, afin d'intervenir sur le poste en toute tranquillité"</i></p> <p>Lors de la visite du site l'exploitant a présenté ce bassin de 600 m³ de rétention des eaux usées traitées en cas de disjonction du poste électrique pour pallier au débordement des eaux usées (avant la dernière étape de traitement UV).</p> <p>Sur demande de l'inspection l'exploitant a précisé par mail du 11 décembre 2025 que le bassin situé au fond de la station après traitement UV n'est pas un bassin de rétention des eaux pluviales. Ce dernier ne sert uniquement qu'en cas de débordement du poste de relèvement. L'eau stagnante au fond du bassin n'est la résultante que de l'eau de pluie. L'exploitant a également précisé que le bassin des eaux pluviales est situé de l'autre côté de la voirie (conformément à l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 27/04/2023). Ce bassin est équipé en amont d'un séparateur d'hydrocarbures et les eaux de pluie sont renvoyées dans le Fossé Warin à</p>

l'aide d'une pompe de relèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW9

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des émissions non maîtrisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Afin d'éviter des émissions non maîtrisées dans l'eau, l'exploitant met en place une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux produits en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC), sur la base d'une analyse des risques (tenant compte, par exemple, de la nature du polluant, des effets sur le traitement ultérieur et du milieu récepteur), et prend des mesures complémentaires appropriées (par exemple contrôle, traitement, réutilisation).</p> <p>II. Le stockage temporaire des eaux de pluie contaminées suppose la séparation de celles-ci, ce qui peut ne pas être applicable aux systèmes existants de collecte des effluents aqueux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son DR page 32/199 (MTD CWW9 Décision CWW 2016) :</p> <p><i>La CCIAP produit des effluents aqueux uniquement par le laboratoire et les sanitaires. Cependant, elle les reçoit des industriels. Les industriels doivent avoir un stockage tampon adapté.</i></p> <p><i>La CCIAP dispose d'un bassin tampon de 2000 m3 avec mesure du pH. Si le pH se trouve en dehors des seuils définis, la vanne d'alimentation se coupe. Seule une réouverture manuelle est possible.</i></p> <p><i>En sortie du traitement UV, la station dispose d'un bassin de rétention étanche, de 600 m³. Celui-ci permet en cas de disjonction électrique de stocker des eaux de la station de relèvement pendant 1h à 1h30, afin d'intervenir sur le poste en toute tranquillité.</i></p> <p><i>Compte-tenu de l'existence de la station depuis 1972, le stockage temporaire des eaux de pluie contaminées n'est pas possible à mettre en place.</i></p> <p>La visite du site a permis de constater la présence du bassin tampon et du bassin de rétention étanche (cf points de contrôle n° 4 et 6).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie intégrée de gestion et de traitement des effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions dans l'eau, l'exploitant utilise une stratégie intégrée de gestion et de traitement des effluents aqueux prévoyant une combinaison appropriée des techniques énumérées ci-dessous, dans l'ordre suivant.</p>

Techniques	Description
a. Techniques intégrées au procédé	Techniques visant à éviter ou à limiter la production de substances polluantes l'eau.
b. Récupération des polluants à la source	Techniques permettant de récupérer les polluants avant leur rejet dans le système de collecte des effluents aqueux.
c. Prétraitement des effluents aqueux	Techniques visant à réduire les polluants avant le traitement final des effluents aqueux. Le prétraitement peut être appliqué aux effluents à la source ou à une combinaison d'effluents.
d. Traitement final des effluents aqueux	Traitement final des effluents aqueux, notamment par traitements préliminaire et primaire, traitement biologique, dénitrification, déphosphoration ou techniques d'élimination finale des matières solides avant rejet dans les eaux réceptrices.

Constats :

L'exploitant s'est positionné dans son DR page 32/199 (MTD CWW10 Décision CWW 2016) :

"La station de la CCIAP correspond à la technique d. Il s'agit d'un traitement final des effluents aqueux par traitement primaire (dégrilleur 2 mm en amont du bassin tampon), puis passage dans un dégraisseur, dé-sableur. Ensuite, les eaux sont injectées dans le décanteur primaire, puis le bassin d'aération (avec traitement du phosphore), clarificateur et traitement UV, puis rejet dans la Somme."

Lors de la visite du site l'exploitant a expliqué le processus de traitement, l'inspection a pu constater chaque étape du processus :

1. Les effluents traités arrivent dans un bassin tampon. Un système de tamisage en vue d'extraire les fractions grossières intervient en amont du bassin tampon. Une sonde mesure le pH des effluents. L'exploitant précise que le pompage des effluents dans le bassin tampon est arrêté lorsque le pH est inférieur à 5 et lorsque le pH est supérieur à 9. Si une pollution est détectée, le bassin tampon est coupé du reste du processus de traitement. Cela permet de ne pas bloquer le reste du processus de traitement en aval du bassin tampon. Une fois par an le bassin tampon est vidangé en vue de curer les boues accumulées en fond de bassin.
2. Les effluents sont ensuite acheminés vers une étape de dégrillage pour retirer les fractions supérieures à 2 mm (contribue à préserver les pompes), dégraissage, puis dessablage (pour préserver la centrifugeuse en aval).
3. Les effluents arrivent ensuite dans un bassin "décanteur primaire". Un silo attenant au bassin décanteur primaire récupère les boues du processus de traitement des effluents.
4. Un système de filtre bactérien est en place mais n'est plus utilisé (isolé du processus).

<p>5. Les effluents arrivent donc directement du bassin décanteur primaire vers le bassin d'aération qui assure le traitement biologique des effluents. Le bassin d'aération dispose de deux turbines visant à oxygéner les effluents à traiter, afin de permettre aux bactéries aérobies d'assurer le processus de traitement biologique. Dans ce cadre, le taux d'oxygène est surveillé, s'il est trop élevé les turbines sont ralenties pour prévenir la production de nitrates par les bactéries aérobies (vu le boîtier rendant compte des paramètres de surveillance suivants dans le bassin d'aération : Oxygène Dissous, Température, potentiel d'Oxydo-réduction).</p> <p>6. Les effluents sont ensuite acheminés vers un bassin "clarificateur" équipé d'un pont suceur qui renvoie les boues au milieu du bassin du clarificateur dont l'exutoire est le bassin de recirculation attenant au clarificateur. Un autre petit bassin attenant au clarificateur "Dégazeur" récupère les écumes dont l'exutoire est le silo à boues attenant au bassin décanteur primaire.</p> <p>7. Les effluents sont ensuite acheminés vers un canal de comptage équipé d'un traitement ultra violet qui permet d'effectuer une désinfection des effluents traités avant leur rejet dans la Somme. L'efficacité du traitement UV est contrôlée par des analyses sur deux paramètres bactériologiques (Streptocoques fécaux et Escherichia Coli).</p> <p>Le site est également équipé d'une centrifugeuse installée dans le local d'exploitation proche du bassin d'aération et du bassin décanteur primaire. Elle permet la déshydratation des boues du silo à boues, les boues déshydratées sont acheminées par convoyeur vers une benne extérieure attenante au local d'exploitation. L'inspection a pu constater la performance de l'assèchement des boues par l'aspect poudreux des boues déshydratées en sortie de centrifugeuse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 – 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres des procédés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant surveille les principaux paramètres de procédé aux endroits stratégiques (par exemple à l'entrée du prétraitement et à l'entrée du traitement final).</p> <p>II. Concernant les émissions dans l'eau, l'exploitant surveille en continu le débit, le pH et la température des effluents aqueux.</p> <p>III. Concernant les émissions dans l'air, ces paramètres comprennent notamment le débit et la température des effluents gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 27/04/2023 précise la fréquence de l'auto-surveillance en entrée et sortie de station (journalier sur MES, DBO5, DCO ; NGL, P; en continu sur le pH et la température, hebdomadaire sur les paramètres bactériologiques).</p> <p>Lors de la visite l'inspection a demandé à voir les points de mesures en entrée et en sortie de station (évoqués dans son DR en page 27/199).</p> <p>L'inspection a pu constater les préleveurs automatisés en entrée et en sortie de station positionnés dans une armoire fermée, ainsi que les boîtiers rendant compte de la mesure du pH, du niveau et du volume d'effluent dans le bassin tampon.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 –3.3 - I. et V.

Thème(s) : Risques chroniques, Emission dans l'eau

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant surveille ses rejets dans l'eau, à certains points de prélèvement clés, en utilisant des méthodes de mesurage lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées dans le tableau ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

(...)

V. Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-dessous et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

tableau filtré sur les paramètres et fréquences minimales

Substance ou paramètre (1)	Fréquence minimale de surveillance (2)
Carbone organique total (COT) (3)	Journalière
DBO5 (4) sur effluent non décanté	Journalière lorsque le flux maximal autorisé 100 kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO) (3)	Journalière
Matières en suspension totales (MEST)	Journalière
Azote total	Journalière
Phosphore total	Journalière
AOX	Journalière si le flux maximal autorisé 2 kg/j Mensuelle si le flux maximal autorisé < 2 kg/j
Hydrocarbures totaux	Journalière si le flux maximal autorisé 10 kg/j
Indice cyanures totaux	Journalière si le flux maximal autorisé 200 g/j

Indice phénol	Journalière si le flux maximal autorisé 500 g/j
Ion fluorure (en F-)	Journalière si le flux maximal autorisé 10 kg/j
Aluminium	Journalière si le flux maximal autorisé 5 kg/j
Chrome	Mensuelle
Chrome hexavalent [Cr(VI)]	Mensuelle si le flux maximal autorisé 100 g/j Trimestrielle (8) si le flux maximal autorisé 20 g/j
Cuivre	Mensuelle
Nickel	Mensuelle
Plomb	Mensuelle
Zinc	Mensuelle
Toxicité (Oeufs de poisson /Danio rerio ; Daphnies / Daphnia magna Staus ; Bactéries luminescentes (vibrio fischeri), lentilles d'eau (Lemna minor) ; algue)	A déterminer après une caractérisation initiale
Substances mentionnées au point 6.3.10 (Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau)	Trimestrielle (8) si le flux journalier maximal autorisé 20 g/j Mensuelle si le flux journalier maximal autorisé 100 g/j
Substances mentionnées au point 6.3.10 et identifiées par une étoile (Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau)	Trimestrielle (8) si le flux journalier maximal autorisé 2 g/j Mensuelle si le flux journalier maximal autorisé 5 g/j

(1) La surveillance n'est applicable que lorsque la substance ou le paramètre concerné est pertinent pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 2.2. La pertinence de la substance ou du paramètre concerné est évaluée sur la base d'un guide reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

(2) La fréquence de surveillance peut être adaptée si les séries de données font clairement apparaître une stabilité suffisante.

(3) La surveillance peut porter, au choix, sur le COT ou sur la DCO. La surveillance du COT est préférable car elle n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(4) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre

- (4) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.
- (6) La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par mois s'il est possible d'établir l'efficacité de l'élimination des solides et du cuivre par une surveillance fréquente des autres paramètres (par exemple mesure en continu de la turbidité).
- (8) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.

Constats :

L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen page 27/199 (MTD CWW4 Décision CWW 2016). Ainsi que pages 121 à 127 (point 3.3 de l'annexe à l'AMPG du 04/11/2024). Il se considère partiellement conforme.

Sur les AOX, et les métaux Cr, Cu, Ni, Zn et Pb dont la surveillance est prescrite par l'AMPG du 04/11/2024 et l'AMPG du 17/12/2019, la CCIAP s'engage dans son dossier de réexamen à réaliser des analyses puis à déterminer la fréquence adaptée.

Sur le mercure (Hg) dont la surveillance est prescrite par l'AMPG du 17/12/2019, le dossier de réexamen justifie la non pertinence du paramètre sur la base des résultats de la campagne RSDE du 26/10/2018 qui font état de concentration de rejets <0.2 g/l pour le mercure total.

Sur les métaux spécifiques As, Cd, Al, et Cr VI dont la surveillance est prescrite par l'AMPG du 04/11/2024, la CCIAP s'engage dans son dossier de réexamen à réaliser des analyses pour vérifier leur pertinence.

Sur les BTEX, Cyanures libres, et sur l'Indice hydrocarbures dont la surveillance est prescrite par l'AMPG du 17/12/2019, ainsi que sur les paramètres Sn, Mn, Al, Fe, Indice Phenol, Ion fluorure (substances 6.3.9.1 AM 04/11/2024), la CCIAP s'engage à réaliser des analyses pour déterminer leur pertinence et adapter la surveillance le cas échéant.

Sur la toxicité (Oeufs de poisson /Danio rerio ; Daphnies / Daphnia magna Staus ; Bactéries luminescentes (vibrio fischeri), lentilles d'eau (Lemna minor) ; algues - CWW4), la CCIAP indique dans son dossier de réexamen ne pas disposer d'information sur ces paramètres et s'engage à réaliser une caractérisation initiale et l'évaluation des risques pour déterminer la fréquence d'analyse adaptée.

Sur les paramètres du point 6.3.10 de l'AMPG du 04/11/2024, l'exploitant considère ces paramètres non pertinents d'après le flux d'effluents aqueux et renvoie vers les analyses RSDE réalisées en 2012 puis 2018. **Observation : Les paramètres listés au point 6.3.10 de l'AMPG du 04/11/2024 correspondent aux paramètres listés à l'article 32-4 de l'AM du 02/02/98 dont la surveillance est prescrite par arrêté préfectoral du 27/04/2023.**

Par mail du 11 décembre 2025, l'exploitant a transmis la liste des paramètres qui seront mesurés lors des campagnes d'analyse sur lesquelles l'exploitant s'est engagé dans son dossier de réexamen. Ce mail du 11/12/2025 précise également le planning des campagnes (janvier puis février 2026). Les paramètres listés ci-dessus sont bien repris dans ce tableau à l'exception des paramètres suivants : ethylbenzène (BTEX prescrit au point 6.3.9.1 de l'AMPG du 04/11/2024, à l'annexe 3.5 de l'AMPG du 17/12/2019 ainsi qu'à l'article 33-14. de l'AM du 02/02/98), l'acide chloroacétique et le 4-chloro-3-méthylphénol (prescrits au point 6.3.9.1 de l'AMPG du 04/11/2024, ainsi qu'à l'article 33-14. de l'AM du 02/02/98). voir Demande de justificatif au point de contrôle n°2.

Les résultats de l'autosurveillance reportés par l'exploitant sur GIDAF ne concernent pas tous les paramètres listés dans l'arrêté préfectoral du 27/04/2023. L'exploitant précise en séance qu'il ne lui est pas possible de saisir des paramètres supplémentaires en plus des paramètres disponibles sur le cadre GIDAF relatif à son auto-surveillance dans les eaux superficielles.

Les paramètres suivants sont saisis : Débit journalier ; T°, pH, MES, DBO5, DCO, Phosphore total, Azote Global (concentration et flux), débit horaire, paramètres bactériologiques : E. Coli ; Strpt Fécaux (concentration et flux) ; Ms 105 (concentration et flux). Il manque les paramètres correspondants à l'article 60 de l'AM du 02/02/98.

Observation 1 : Pour que l'exploitant puisse saisir les résultats de sa surveillance conformément à ce qui est prescrit dans son arrêté préfectoral du 27/04/2023, l'inspection a révisé le cadre disponible sur GIDAF en vue d'être cohérent avec les paramètres de surveillance prescrits à l'article 3.6.5 de l'arrêté du 27/04/2023, pour ce qui concerne la surveillance des eaux en sortie. Ce cadre est ouvert à la saisie à compter du mois de février 2026.

Observation 2 : En ce qui concerne les paramètres du second tableau de l'article 3.6.5 de l'arrêté préfectoral du 27/04/2023, ces paramètres, ainsi que les flux et la fréquence de mesure associés, sont repris de l'article 60 de l'arrêté du 02/02/1998. La surveillance de ces paramètres est applicable de plein droit à l'installation exploitée par la CCI Amiens Picardie à Amiens. Toutefois, la périodicité fixée peut en effet être plus étendue si le site génère un flux inférieur au flux fixé à l'article 60 de l'AM du 02/02/1998 (repris à l'article 3.6.5 de l'AP du 27/04/2023), sans préjudice des fréquences prescrites par l'AMPG du 04/11/2024 objet du présent point de contrôle. Il revient donc à l'exploitant sur la base des campagnes d'analyses sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen, et dont le planning a été annoncé par mail de l'exploitant du 11/12/2025, de justifier :

- les flux maximum susceptibles d'être rencontrés en sortie de traitement, en condition normale d'exploitation ;
- au regard des référentiels applicables (AM du 02/02/98, AMPG du 17/12/2024 et AMPG du 04/11/2021), les fréquences de surveillances applicables.

Dans le cas de seuils de flux non atteints pour certains paramètres, il revient à l'exploitant de solliciter dans les formes prévues par l'article R181-46 la modification de ses conditions d'exploitation en vue de préciser les fréquences de surveillances applicables au site.

Ces justifications et conclusions sur les fréquences de surveillance devront apparaître dans l'inventaire des flux d'effluents demandé au point de contrôle n°2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : Sur la base des campagnes d'analyses sur lesquelles il s'est engagé dans son dossier de réexamen, et dont le planning a été annoncé par mail de l'exploitant du 11/12/2025, l'exploitant justifiera :

- les flux maximum susceptibles d'être rencontrés en sortie de traitement, en condition normale d'exploitation ;
- au regard des référentiels applicables (AM du 02/02/98, AMPG du 17/12/2024 et AMPG du 04/11/2021), les fréquences de surveillances applicables.

Ces justifications et conclusions sur la surveillance applicable (paramètres, seuils associés et fréquences associées) devront apparaître dans l'inventaire des flux d'effluents demandé au point de contrôle n°2.

<p>Demande d'action corrective : l'exploitant mettra en œuvre la surveillance des effluents traités aux fréquences prévues par les textes applicables. Dans le cas de seuils de flux non atteints pour certains paramètres, l'exploitant sollicitera dans les formes prévues par l'article R181-46 la modification de ses conditions d'exploitation en vue de préciser les fréquences de surveillances applicables au site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW6

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 –3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les cas où des nuisances olfactives sont probables ou avérées, l'exploitant surveille périodiquement les sources susceptibles d'émettre des odeurs par olfactométrie dynamique conformément à la norme NF EN 13725, ou toute autre méthode considérée comme équivalente. Cette surveillance peut être complétée par une mesure ou une estimation de l'exposition aux odeurs ou par une estimation de l'impact des odeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen page 30/199 (MTD CWW6 Décision CWW 2016).</p> <p>Il se considère non concerné par la nécessité de surveiller des odeurs.</p> <p>Par ailleurs, le site ne fait pas l'objet de plainte connue de l'inspection concernant les odeurs.</p> <p>La visite du site le 25 novembre a permis de constater le parfum de lessive attribuable aux effluents traités par l'installation en provenance de l'établissement PROCTER ET GAMBLE qui constitue le plus gros contributeur d'effluents traités par la station.</p> <p>L'exploitant lors de la visite indique qu'une odeur caractéristique de la mélasse peut être également ressentie. Cette odeur n'est pas attribuable aux activités de la station de traitement exploitée par la CCI mais par l'établissement voisin, Eurolysine, qui fabrique des acides aminés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : MTD Générique – Gestion des effluents CWW12

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe 1 –6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.3. Valeurs limites d'émission (dispositions génériques)</p>

Les valeurs limites d'émission fixées au point 6.3 s'appliquent dans le cas général.
Voir le contenu des point 6.3.1 à 6.3.10 détaillé en annexe au présent rapport.

Constats :

La consultation par sondage des résultats déclarés sous GIDAF au moment de la visite d'inspection ont montré un respect des valeurs limites pour les paramètres qui étaient à l'époque prévus dans son cadre de surveillance (DCO, MES, DBO5, NGL, Phosphore total).

L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen (DR) pages 38 à 40/199 au regard de la MTD CWW12 (MTD CWW12 Décision CWW 2016) et pages 136 à 141 au regard des points 6.3.1 à 6.3.10 en annexe de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024) :

DCO :

DR p38 : Les émissions peuvent dépasser les 10 t/an. La concentration maximale journalière autorisée dans l'arrêté préfectoral est de 90 mg/l. Cette valeur est respectée.

Pour 2023-2024, respectivement :

Valeur basse : 14 et 20 mg/l

Valeur moyenne : 36 et 80 mg/l

Les analyses respectent le NEA-MTD.

DR p137 : Les conditions 1 et 2 [du point 6.3.2 de l'AMPG du 04/11/2024] ne sont pas remplies (rendement requis pour la DCO = 85%). Arrêté préfectoral : DCO maximale : 90 mg/L et/ou rendement 85%. Donc La CCIAP applique la valeur limite de l'arrêté préfectoral. Celle-ci est respectée.

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'alinéa 17° de l'article 33 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en DCO de 125 mg/l

MES :

DR p 38 Les émissions peuvent dépasser les 3.5 t/an.

Pour 2023 et 2024, respectivement :

Valeur basse : 2 et 1 mg/l

Valeur moyenne : 9 et 8 mg/l

L'arrêté préfectoral exige de respecter une valeur de 30 mg/l. Cette valeur est respectée.

DR p 138 : La condition 2 [du point 6.3.3 de l'AMPG du 04/11/2024] est remplie (efficacité minimum 95%). L'arrêté préfectoral fixe la concentration en MES à 30 mg/L. Celle-ci est respectée.

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'alinéa 17° de l'article 33 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en MES de 35 mg/l

DBO5 :

DR p 136 : Arrêté préfectoral : DBO5 maximal : 25 mg/L et/ou rendement 90%. Donc la CCIAP applique la valeur limite de l'arrêté préfectoral. Celle-ci est respectée.

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'alinéa 17° de l'article 33 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en DBO5 de 25 mg/l, ou bien un rendement de 90%.

Azote total :

DR p 38 à 40 : "Les émissions peuvent dépasser les 2.5t/an.

Pour 2023 et 2024, respectivement :

Valeur basse : 3 et 1 mg/l

Valeur moyenne : 8 et 9 mg/l

L'arrêté préfectoral exige de respecter une valeur de 15 mg/l. Cette valeur est respectée."

DR p139 : "La condition 1 [du point 6.3.4 de l'AMPG du 04/11/2024] est remplie (efficacité minimum 80%). L'arrêté préfectoral fixe la concentration en azote NGL (=total) à 15mg/L en moyenne annuelle. La respecte cette valeur."

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'alinéa 17° de l'article 33 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en Azote global (NGL) de 15 mg/l pour les stations d'épuration de capacité comprises entre 10 000 et 100 000 EH.

Phosphore :

DR p 38 à 40 : "Les émissions peuvent dépasser les 300 kg/an.

Pour 2023 et 2024, respectivement :

Valeur basse : 0.2 et 0.2 mg/l

Valeur moyenne : 0.7 et 0.9 mg/l

L'arrêté préfectoral exige de respecter une valeur de 2 mg/l. Cette valeur est respectée"

DR p 139 : "L'arrêté préfectoral fixe la concentration en phosphore à 2 mg/L en moyenne annuelle. La CCIAP respecte cette valeur."

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'alinéa 17° de l'article 33 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en phosphore total de 2 mg/l pour les stations d'épuration de capacité comprises entre 10 000 et 100 000 EH.

AOX :

DR p 38 à 40 : "Ce paramètre n'est pas analysé actuellement. La CCIAP s'engage à réaliser une mesure pour déterminer l'applicabilité de la NEA-MTD".

DR p 140 : "Absence de flux dans l'arrêté préfectoral"

Observation de l'inspection : Les prescriptions de l'AMPG du 04/11/2024 prévalent sur celles de l'arrêté préfectoral sauf si elles sont moins contraignantes.

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'article 32 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en AOX de 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

Métaux

DR pages 38 à 40 : "Ce paramètre n'est pas analysé actuellement. La CCIAP s'engage à réaliser une mesure pour déterminer l'applicabilité de la NEA-MTD."

DR p 140 (6.3.8. / Cr, Cu, Ni, Zn) : "Absence de flux dans l'arrêté préfectoral"

Observation de l'inspection : Les prescriptions de l'AMPG du 04/11/2024 prévalent sur celles de l'arrêté préfectoral sauf si elles sont moins contraignantes. L'arrêté préfectoral du 27/04/2023 fixe des seuils de flux pour les paramètres Cr, Cu, Ni et Zn).

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'article 32 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en Cr, Cu, Ni et Zn, si le rejet dépasse 5g/j, respectivement les VLE suivantes : 0,1 mg/l ; 0,150 mg/l ; 0,2 mg/l et 0.8 mg/l . A ces paramètres s'ajoutent les paramètres suivants pour lesquels l'AM du 02/02/98 fixe des VLE si le rejet dépasse 5g/j : Pb (0,1 mg/l) ; Mn (1 mg/l), Sn (2 mg/l); et Fe (5 mg/l).

Observation au regard des paramètres applicables au titre du traitement de déchets liquides aqueux selon les dispositions de l'AMPG du 17/12/2019 : aux paramètres précités s'ajoutent les paramètres suivants : As (0.1 mg/l) ; Cd (0.1 mg/l) ; Cr VI (0,1 mg/l), et Hg (10 µ g/l).

Substances caractéristiques des activités de la chimie (point 6.3.9.1 de l'annexe à l'AMPG du 04/11/2024)

DR p 140 : "La CCIAP va réaliser une analyse pour vérifier le respect de ces VLE."

Observation de l'inspection au regard de l'article 4 de l'AMPG MTD CWW du 04/11/2024 : l'article 32 de l'AM du 02/02/98 définit pour les activités 2752 une VLE en Cr, Cu, Ni et Zn, si le rejet dépasse 5g/j, respectivement les VLE suivantes : 0,1 mg/l ; 0,150 mg/l ; 0,2 mg/l et 0.8 mg/l .

Activités spécifiques (point 6.3.9.2 de l'annexe à l'AMPG du 04/11/2024)

Le DR précise "non concerné" pour ce point (p 140).

Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau (point

6.3.10 de l'annexe à l'AMPG du 04/11/2024)

Selon le DR page 141 : Ces substances ne sont pas rejetées par l'installation. Cf. analyses RSDE de 2012 et du 26/10/2018. **Observation : Les paramètres listés au point 6.3.10 de l'AMPG du 04/11/2024 correspondent aux paramètres listés à l'article 32-4 de l'AM du 02/02/98 dont la surveillance est prescrite par arrêté préfectoral du 27/04/2023.**

En conclusion l'exploitant s'engage (pages 188 à 191) sur les paramètres suivants :

AOX : La CCIAP s'engage à réaliser une analyse des AOX afin de déterminer l'applicabilité de la NEA-MTD et la fréquence adaptée à la surveillance le cas échéant.

Metaux : La CCIAP s'engage à réaliser une analyse des métaux suivants : Cr, Cu, Ni, Pb, Zn. Cette analyse permettra de déterminer l'applicabilité des NEA-MTD et la fréquence adaptée (a minima annuelle). Métaux spécifiques (As, Cd, Al, Cr VI, Mn) : La CCIAP s'engage à réaliser une analyse pour vérifier la pertinence de ces paramètres.

Substances caractéristiques des activités de la chimie (point 6.3.9.1 de l'annexe à l'AMPG du 04/11/2024) :

Sur les BTEX, le Cyanure, les ions fluorure, la CCIAP s'engage à réaliser une analyse pour déterminer la pertinence de ce paramètre et adapter la surveillance le cas échéant.

Sur l'indice hydrocarbure, l'indice phénol, et autres substances caractéristiques des activités de la chimie : La CCIAP s'engage à réaliser une analyse pour déterminer la fréquence adaptée et pour s'assurer du respect du NEA-MTD et de la VLE.

Le jour de l'inspection l'exploitant a confirmé cette démarche de campagnes d'analyse pour justifier la surveillance applicable. L'exploitant a transmis par mail du 11/12/2025 le planning de réalisation de ces campagnes : janvier et février 2026, ainsi que la liste des paramètres qui seront analysés (cf points de contrôle n°2 et n°8)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : L'exploitant se positionnera sur la surveillance applicable sur la base des résultats des campagnes d'analyses planifiées en janvier et février 2026 et des référentiels réglementaires applicables (AM du 02/02/98, AMPG MTD WT du 17/12/2019 et AMPG CWW du 04/11/2024). Lorsque cela est prévu par les textes applicables, dans le cas de paramètres considérés non pertinents, la justification de cette non pertinence devra être apportée. Les justifications et conclusions sur la surveillance applicable devront apparaître dans l'inventaire des flux d'effluents demandé au point de contrôle n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Campagne PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Résultats

Prescription contrôlée :

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie

électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'arrêté ministériel du 28 avril 2014 prescrit l'utilisation de GIDAF pour la transmission des résultats des autosurveillances réalisées par les exploitants des Installations classées, dès lors que la transmission des résultats est elle-même prescrite par un texte réglementaire (en l'occurrence l'arrêté ministériel du 20/06/2023 objet du présent point de contrôle).

Dans ce cadre une demande a été réalisée auprès du BRGM (support technique de GIDAF) pour que l'exploitant puisse saisir ses résultats et verser les bulletins d'analyses. L'inspection a informé l'exploitant par mail du 27 novembre 2025 de la création effective sur GIDAF d'un accès au suivi des PFAS dans les Eaux superficielles pour son site.

Les 20 PFAS prescrits par l'arrêté ministériel, ainsi que le résultat des trois campagnes de surveillance réalisées le 23/01/2024, 21/02/2024 et 12/03/2024, ont été saisis par l'exploitant, et les bulletins d'analyses Eurofins ont été téléversés.

Les résultats sont tous inférieurs à la limite de quantification (LQ) à l'exception du paramètre AOF sur la campagne réalisée le 21/02/2024. La concentration mesurée est alors de 12 µg/l pour un flux de 30,8 g/j, soit une moyenne de 10 g/j en AOF sur les trois campagnes.

En plus de la campagne du 21/02/2024, une autre campagne de surveillance a été réalisée en février 2024, le 28 février. Les résultats sont tous inférieurs à la limite de quantification sauf sur le paramètre AOF avec un résultat à 4,4 µg/l, soit un flux de 9,7 g/j en considérant un débit journalier de 2 207 m3/j déclaré sous GIDAF pour le mercredi 28 février 2024. En ajoutant cette valeur dans la moyenne (moyenne sur 4 campagnes), on reste sur une moyenne de flux de 10,1 g/j en AOF.

Type de suites proposées : Sans suite